

Elections Législatives du 23 novembre 1958

3^{me} CIRCONSCRIPTION (Gaillac-Lavaur)

Electeurs, Electrices,

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réductions d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs. En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir.

Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les Députés Communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1. — Relèvement du niveau de vie des masses populaires par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2. — Paix en Algérie par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3. — Politique extérieure d'indépendance française et de paix fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4. — Réduction massive des dépenses militaires et réforme démocratique de l'impôt frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5. — Garantie de l'avenir de la jeunesse par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6. — Restauration de la République et construction d'une démocratie renouée :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

C'est par l'application d'un tel programme que nous pourrons, dans cette circonscription de GAILLAC-LAVAUUR faire face à toutes les menaces qui pèsent sur les travailleurs.

La crise qui atteint déjà de nombreuses industries dans notre département menace toute l'activité économique de Graulhet. Le bâtiment, le bois, la broserie, toutes les petites industries de notre circonscription sont également menacés.

L'application du Marché Commun au 1^{er} janvier 1959 va encore aggraver cette situation et pas seulement pour les travailleurs des usines, employés de bureau ou du commerce, mais aussi pour les paysans travailleurs qui, d'une part, avec la baisse du pouvoir d'achat des masses laborieuses des villes, et, d'autre part, avec l'importation de produits étrangers, auront des difficultés pour écouler leur propre production.

Notre département du Tarn fait partie de cette région du Sud-Ouest particulièrement menacée par ce Marché Commun et depuis de longs mois nous avons alerté la population à ce sujet.

Dans cette circonscription essentiellement agricole qui groupe 165 communes, c'est-à-dire plus de la moitié de notre département, nous rappelons que nous sommes **le Parti de la terre à ceux qui la travaillent**, qu'il faut interdire le cumul, l'accaparement des terres des petits paysans par les gros exploitants, par les colons multimillionnaires venant du Maroc, d'Algérie ou de Tunisie, qui ont déjà razié des dizaines de propriétés dans le Sud du département.

Notre Parti continuera à lutter pour généraliser le partage aux deux tiers en faveur des métayers, à défendre la vieille revendication pour obtenir l'application d'un prix différentiel du blé, à encourager la culture du maïs, pleine d'avenir dans notre région méridionale.

Les problèmes viticoles, la reconstitution du vignoble gelé en 1956, retiendront toute notre attention.

Il est indispensable aussi de moderniser, d'équiper notre agriculture. A ce sujet, notre Parti agira pour : supprimer les subventions aux gros exploitants capitalistes et augmenter l'aide aux petites et moyennes exploitations familiales, en maintenant la ristourne de 15 % sur l'achat de matériel agricole, la détaxe sur les engrais et le carburant, et l'octroi de crédits à faible intérêt en faveur des jeunes ménages et des coopératives.

Faire enfin du commerce avec tous les pays quels que soient leurs régimes sociaux pour écouler nos produits de la terre et de l'industrie.

Développer l'enseignement agricole, technique et laïque.

Notre Parti Communiste est le seul à n'avoir aucune responsabilité dans la situation désastreuse dans laquelle se trouve notre pays.

En effet, tous les autres Partis ont été associés à la politique des Gouvernements successifs depuis 10 ans.

Dans cette Circonscription il n'y a aucune différence entre le socialiste CALVEL qui soutient DEIXONNE et Guy MOLLET dans tous leurs actes, le radical LACOUTURE, le cléricale FAUVEL, l'indépendant paysan YRIS-SOU, Chef de Cabinet du vichyssois PINAY, du gaulliste DELRIEU, ils sont tous les cinq des hommes appartenant aux formations politiques pareillement responsables de nos malheurs.

Leurs disputes de façade ne doivent pas dissimuler leur accord profond pour la continuation de cette politique désastreuse. Leurs querelles d'aujourd'hui ne sont faites que pour tromper les électeurs et piper leurs voix. C'est si vrai, qu'ils sont prêts au deuxième tour, à réaliser de nouveaux apparentements pour priver la population laborieuse du représentant auquel elle a droit.



C'est pour faire échec à toutes ces manœuvres que la Fédération du Tarn du Parti Communiste vous appelle à voter en masse dès le premier tour pour :

Gérard MARROULLE

Gérard MARROULLE est un authentique paysan. Il exploite avec ses parents la petite propriété familiale.

Il connaît pour les vivre quotidiennement, les difficultés du monde rural. Il est très exactement informé des problèmes agricoles. C'est un jeune d'avenir qui mérite toute votre confiance.

ELECTEURS, ELECTRICES !

Pour barrer la route à la réaction, et à ceux qui la soutiennent, pour réaliser une politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la Nation, pour continuer d'autre part les fières traditions démocratiques de cette belle Circonscription.

Pour la victoire de la République,
Pour l'avenir de la France.

Votez et faites voter pour **Gérard MARROULLE**

et son suppléant éventuel **Robert VIDAL,**

Candidats du Parti Communiste Français

LA FEDERATION DU TARN
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

VU : Les Candidats.

ALBI IMP. PEZCUS